

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

N° 327 / Mars 2021

# IMPACT DE LA CRISE DE LA COVID-19 SUR L'ÉPARGNE ET L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES EN 2020

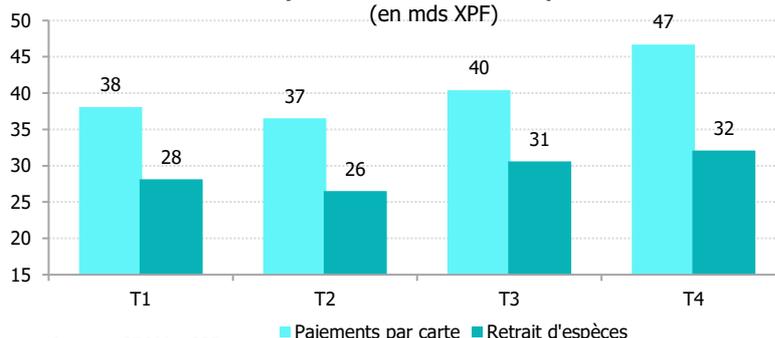
## HAUSSE DE L'ÉPARGNE DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES EN FIN D'ANNÉE

La crise sanitaire de la COVID-19 et les mesures de soutien mises en œuvre (chômage partiel, report de cotisations, report d'échéances, PGE<sup>1</sup>) ont des répercussions sur la situation financière des ménages et des entreprises à travers l'évolution de leurs dépôts<sup>2</sup> et de leur endettement.

Début 2020, le confinement interne<sup>3</sup> a, permis aux **ménages** de constituer une épargne supplémentaire qu'ils ont dépensé en grande partie localement durant les mois de septembre et d'octobre en raison du confinement externe<sup>4</sup>, comme en témoigne la progression des paiements par carte et retraits d'espèces (respectivement +3 et +5 Mds XPF entre le 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre). Ce dynamisme de la consommation a également été financé par le crédit, principalement au 3<sup>e</sup> trimestre. Enfin, du fait du confinement externe, les ménages se sont remis à épargner sur les deux derniers mois de l'année, tandis que la production de crédits, après une belle remontée au 3<sup>e</sup> trimestre se maintenait à un niveau supérieur ou égal à sa moyenne pre-covid, en grande partie grâce une augmentation des crédits à l'habitat.

De leur côté, suite au mois de confinement interne, les **entreprises** avaient dans un premier temps arbitré en faveur de leurs dépôts à vue, au détriment de leur épargne rémunérée, afin de se prémunir contre un manque de trésorerie. Après sept mois consécutifs de baisse, les dépôts rémunérés se sont redressés au 4<sup>e</sup> trimestre, tandis que les comptes à vue, bénéficiant toujours des versements de fonds attribués dans le cadre des PGE, des reports de cotisations et d'échéances, enregistrent une progression sensible, tirant ainsi l'épargne des entreprises (+16,5 Mds XPF sur le trimestre). Depuis le confinement interne, ces dernières ont eu tendance à limiter leur endettement. Ainsi, en dépit d'une progression sur les 3 derniers mois de l'année, la production de crédits aux entreprises est en retrait par rapport aux années précédentes. Ce résultat s'explique par une gestion prudente des entreprises dans un contexte de ralentissement économique et d'incertitudes cumulées (Covid-19, crise politique, tensions sociales, avenir institutionnel) induisant le net recul des découverts, qui n'est que partiellement compensé par la hausse des PGE. Hors découverts, la production de crédit aux entreprises progresse essentiellement grâce au recours aux PGE.

**Paiements par carte et retraits d'espèces en 2020**  
(en mds XPF)



Source : IEOM - CSB

<sup>1</sup>Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 %, 70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards XPF.

<sup>2</sup>Les dépôts regroupent ainsi ceux des 4 banques FBF et de l'OPT et la production de crédit correspond à celle déclarée par les 4 banques FBF, le CAMNC et les 4 sociétés financières.

<sup>3</sup>Confinement interne : la Nouvelle-Calédonie a mis en place un confinement strict de sa population du 24 mars au 20 avril 2020.

<sup>4</sup>Confinement externe : depuis l'apparition des premiers cas de covid-19, la Nouvelle-Calédonie s'est isolée en limitant les déplacements de population et les échanges avec l'extérieur.

## Ménages : rebond de l'épargne et de la production de crédits

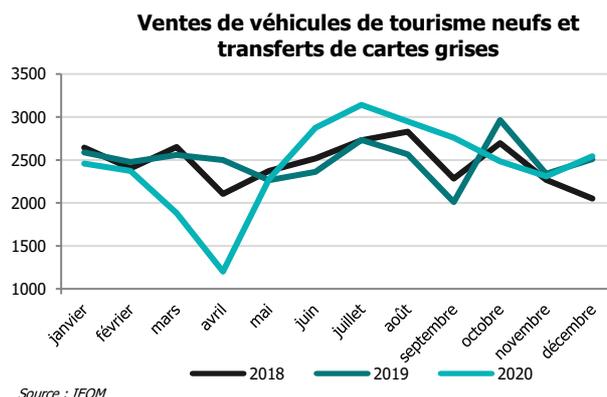
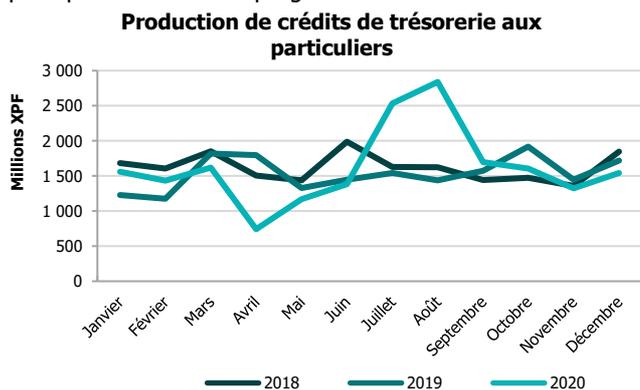
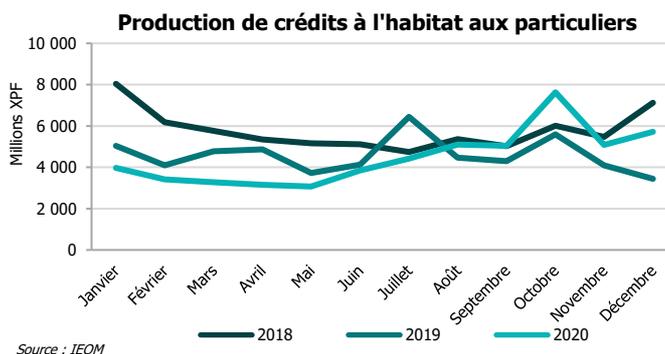
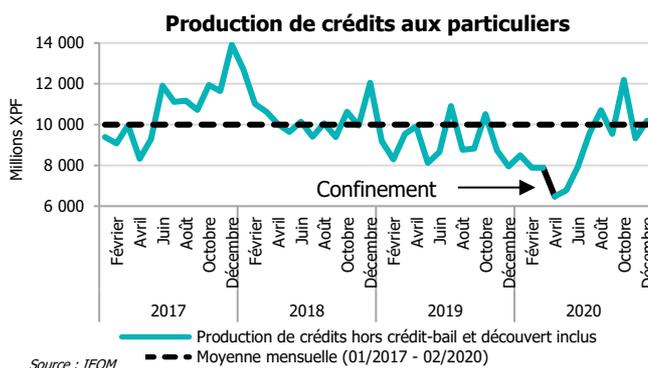
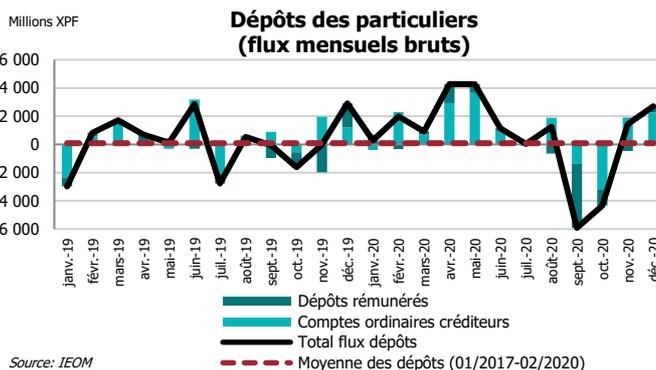
Depuis le début de la crise sanitaire du COVID-19, l'épargne des ménages a connu plusieurs phases. Dans un premier temps, consécutivement au confinement interne, les ménages ont épargné sensiblement (+9,7 mds XPF, principalement au 2<sup>e</sup> trimestre). Par la suite, aux mois de septembre et octobre, ces derniers ont utilisé une grande partie des dépôts constitués depuis le début de l'année (-10,2 mds XPF). Sur les deux derniers mois de l'année, ils se sont finalement remis à épargner à hauteur de 4,1 mds XPF.

Ainsi, en variation trimestrielle, après une contraction de 4,6 mds au 3<sup>e</sup> trimestre, l'épargne des ménages ne se replie plus que de 194 millions au 4<sup>e</sup> trimestre. Ce résultat est dû à un regain de croissance des dépôts à vue (+0,9 Mds XPF), tandis que les comptes rémunérés continuaient de se replier, mais plus modérément (-1,1 Mds XPF après -5,0 mds XPF au 3<sup>e</sup> trimestre).

En parallèle, la **production de crédits** aux particuliers (crédit à la consommation et à l'habitat), en berne au 1<sup>er</sup> semestre, puis repartie à la hausse au 3<sup>e</sup> trimestre, poursuit sur sa dynamique favorable au 4<sup>e</sup> trimestre. La production mensuelle moyenne dépasse légèrement celle pré-covid (un peu plus de 10 mds XPF), enregistrant au mois d'octobre son plus haut niveau depuis janvier 2018. D'octobre à décembre, elle s'établit à 31,7 mds XPF, soit une progression de 1,9 md XPF par rapport au trimestre précédent et de 4,5 mds XPF en glissement annuel. Ce regain de l'activité de crédit au second semestre ne permet toutefois pas de compenser la faiblesse du premier, la production totale (hors crédits bail) atteignant 106,9 mds XPF en 2020, contre 109,4 mds XPF en 2019.

Ce recul de la production de crédit dans son ensemble en 2020 par rapport à 2019 s'explique en partie par celui des crédits à l'habitat. En effet, de janvier à juillet la **production de crédits à l'habitat** est sensiblement inférieure à celle enregistrée les deux années précédentes à la même période (30,3 mds XPF, contre 37,5 et 45,7 mds XPF respectivement en 2019 et 2018). À partir du mois d'août, elle retrouve toutefois une orientation sensiblement plus favorable. Au 4<sup>e</sup> trimestre, elle s'élève à 18,4 mds XPF, en nette augmentation sur trois mois (+3,8 mds XPF) et sur un an (+5,3 mds XPF), enregistrant un pic en octobre (plus haut niveau depuis janvier 2018). Au final, en 2020, les octrois de crédits à l'habitat totalisent 53,7 mds XPF. Les performances du second semestre n'ayant pas pu effacer celles du 1<sup>er</sup>, ils sont en baisse de 1,2 md XPF par rapport à 2019 (-15,6 mds XPF par rapport à 2018).

À la sortie du confinement interne et alors que le territoire se trouvait en confinement externe, les ménages, bénéficiant d'un surplus d'épargne (cf. supra), ont consommé davantage localement. Cela s'est également traduit par un plus fort recours aux **crédit de trésorerie**, dont la production est en hausse sensible au 3<sup>e</sup> trimestre (avec des pics en juillet et août). Cette tendance haussière ne s'est pas confirmée. Au 4<sup>e</sup> trimestre, la production de crédits de trésorerie s'établit à 4,4 mds XPF, en retrait de 2,6 mds XPF sur un trimestre et légèrement inférieur au niveau enregistré un an auparavant (-0,6 md XPF). En cumul annuel, elle atteint 19,5 mds XPF, soit un niveau supérieur à la production enregistrée en 2019 (+1,0 md XPF), en lien principalement avec la progression des ventes de véhicules de tourisme neufs (+11,6 % soit +600 véhicules).

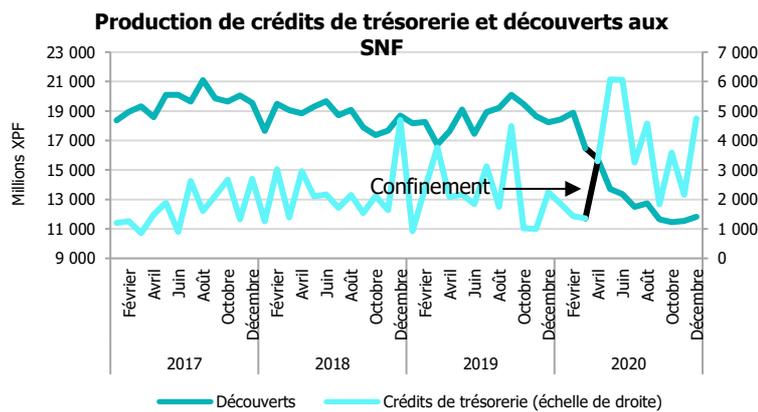
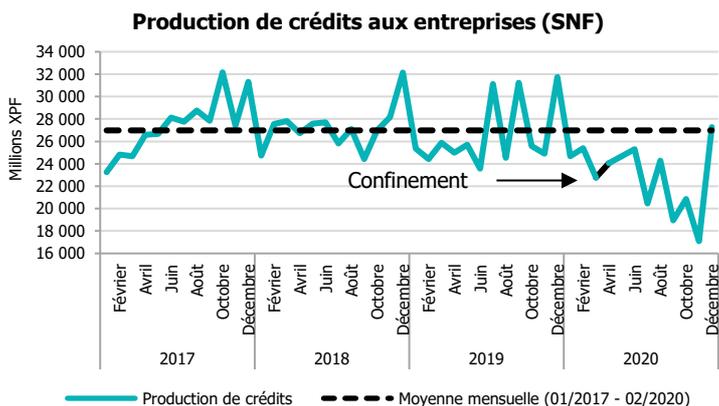
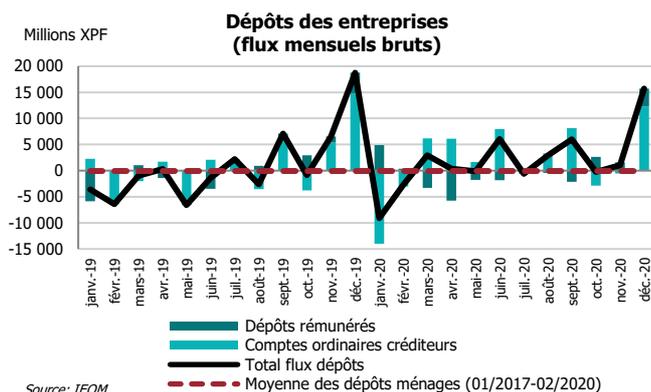


## Entreprises : renforcement de la trésorerie et limitation du recours au découvert

Les flux mensuels des **dépôts totaux des entreprises** continuent de progresser fortement au 4<sup>e</sup> trimestre (+16,5 Mds XPF, contre +8,3 Mds au trimestre précédent et +24,4 Mds un an auparavant) grâce à un pic en décembre (+15,6 Mds XPF). La hausse cumulée depuis le début de l'année est ainsi portée à 22,3 milliards XPF (mais 34,1 milliards depuis mars).

Cette hausse globale masque cependant des évolutions contrastées selon la nature des dépôts. Bénéficiant notamment des versements de fonds attribués dans le cadre des PGE, des reports de cotisations et d'échéances, **les comptes à vue** enregistrent une progression conséquente au 4<sup>e</sup> trimestre (+8,8 mds XPF) grâce à une hausse sensible au mois de décembre (+12,3 Mds XPF) et après deux baisses successives de moindre ampleurs au mois d'octobre (-2,9 Mds XPF) et novembre (-0,5 Md XPF). Au total, les comptes à vue des entreprises voient leur encours augmenter de 25,0 milliards XPF sur l'année 2020. Au 4<sup>e</sup> trimestre, les **dépôts rémunérés** repartent à la hausse alors qu'ils enregistraient des flux négatifs depuis le début du confinement. En effet, les entreprises cherchaient à mobiliser des ressources additionnelles pour financer leur besoin de trésorerie, contribuant ainsi à la hausse de leurs dépôts à vue. La collecte sur ce type de placement atteint 7,6 Mds XPF sur le 4<sup>e</sup> trimestre, ce qui n'est toutefois pas suffisant pour rattraper la chute cumulée de 15,6 Mds XPF de mars à septembre.

Depuis le confinement interne, les entreprises ont tendance à substituer les crédits de trésorerie aux découverts. Cela tient principalement à la mise en place du dispositif des PGE. De manière globale, elles ont une attitude prudente et cherchent à limiter leur endettement. En effet, la production totale de **crédits aux entreprises** (y compris PGE) s'est sensiblement contractée. Au 4<sup>e</sup> trimestre, bien qu'en légère progression sur trois mois (+1,5 mds XPF), elle reste sur des niveaux relativement faibles (65,2 mds XPF, contre 82,3 mds XPF en 2019 et 87,3 mds XPF en 2018 à la même période). En cumul annuel, elle s'établit à 275,8 mds XPF, en diminution sensible sur un an (-43,3 mds XPF).



Cette tendance baissière trouve sa principale explication dans la chute **des découverts** (-53,6 mds XPF en cumul annuel par rapport à 2019) débutée avec la crise sanitaire et qui s'est poursuivie au 4<sup>e</sup> trimestre (-2,0 mds XPF sur trois mois, et -21,6 mds XPF sur un an) avec l'atteinte d'un point bas historique au mois d'octobre (11,5 mds XPF, contre 20,6 mds XPF en moyenne mensuelle depuis 2015).

**Hors découverts**, la production de crédits enregistre une progression de 10,3 mds XPF par rapport à 2019, tirée par une forte hausse de la **production de crédits de trésorerie** (+13,4 mds XPF), elle-même soutenue par les octrois de PGE. En cumul annuel, la production de crédits d'équipement, en dépit d'une hausse au 4<sup>e</sup> trimestre, s'inscrit en baisse par rapport à 2019.

À fin décembre, l'encours total de PGE pré-accordés sur l'année s'établit à 22,2 mds XPF (soit plus de la moitié de la production totale de crédits de trésorerie). À fin de comparaison, les PGE totalisent 52,3 mds XPF en Polynésie française, pour des bénéficiaires moins nombreux (864 contre 1 295 en Nouvelle-Calédonie). Le montant moyen y est par conséquent nettement plus élevé, ce qui tient à la taille des entreprises bénéficiaires, notamment dans le secteur de l'hôtellerie. Au titre du 4<sup>e</sup> trimestre, les PGE pré-accordés s'élèvent à 2,3 mds XPF participant à la hausse des crédits de trésorerie (+0,8 mds XPF sur un trimestre, et +6,2 mds XPF sur un an).

